

18-18-1989
Gandemeulebroeck
Ministre d'Etat
Ministre de l'Environnement et de l'Emancipation sociale

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale, le 25 juillet 1989, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant règlement général en matière d'avances sur pensions alimentaires et de recouvrement de ces pensions", a donné le 28 juillet 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 25 juli 1989 door de Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende algemeen reglement inzake voorschotten op en invordering van onderhoudsgelden", heeft op 28 juli 1989 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATION GENERALE.

Comme il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que d'autres projets d'arrêtés d'exécution devront être pris avant le 1er septembre prochain, et notamment un arrêté relatif à l'intervention de l'Etat dans les nouvelles dépenses des centres publics d'aide sociale, et comme il est d'autre part souhaitable que l'ensemble de ces arrêtés soit fusionné, le Conseil d'Etat, section de législation, sous cette réserve, n'estime pas devoir soulever, à propos de l'arrêté en projet, la nécessité de l'accord du ministre du budget. En effet, l'accord du ministre du budget portera sur l'ensemble des dispositifs.

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Compte tenu de ce que le projet ne s'applique qu'aux seules pensions dues aux enfants, il se justifie de limiter la portée de l'intitulé.

.../...

En conséquence, l'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif aux avances sur pensions alimentaires dues aux enfants et au recouvrement de ces pensions".

Préambule.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment les articles 68bis et 68ter y insérés par la loi du 8 mai 1989;"

De plus, il faudrait ajouter un alinéa qui s'insérerait après l'alinéa 1er et qui serait rédigé comme suit :

"Vu la loi du 8 mai 1989 modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en ce qui concerne l'octroi d'avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions, notamment l'article 5;"

Proposant.

Les articles 4, § 3, et 15 de l'arrêté en projet visent notamment le contrôleur des contributions et l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines.

.../...

Il s'ensuit que le projet doit être proposé et contresigné par le ministre des Finances.

Le proposant doit être rédigé comme suit :

"Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale;"

Dispositif.

Article 1er, 2°.

Le Roi n'a pas le pouvoir de restreindre ou d'étendre la notion de "résidence" telle qu'elle est visée à l'article 68bis, § 2, 1°, de la loi du 8 mai 1989 précitée.

Dès lors, l'article 1er, 2°, suivant lequel il faut entendre par "résidence en Belgique" le séjour effectif en Belgique de l'intéressé, doit être omis.

Cette suppression est, de surcroît, de nature à faire disparaître la difficulté d'interprétation qui pourrait résulter de la combinaison de la disposition en projet avec celle qui forme l'article 10 du projet, dans laquelle il est également question de "séjours" à l'étranger.

.../...

Article 1er, 3°.

Il ne convient pas de reproduire une définition donnée par l'article 68bis, § 2, 2°, de la loi du 8 juillet 1976 telle qu'elle a été modifiée par la loi du 8 mai 1989.

Ce procédé pourrait donner à penser que le Roi aurait le pouvoir de modifier cette définition et donc d'étendre ou de restreindre le champ d'application de la loi.

En conséquence, le 3° doit être omis.

Il en résulte que l'article 1er, qui se borne à viser "la loi" constituant le fondement légal de l'arrêté en projet est inutile et doit, dès lors, être omis.

En conséquence, le chapitre Ier serait intitulé : "De la demande d'avances sur les termes de la pension alimentaire".

Le chapitre III, qui devient le chapitre II, aurait pour intitulé "De l'instruction de la demande d'avances".

Article 2 (devenant l'article 1er).

L'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 1er. La demande d'avances sur les termes de la pension alimentaire due à un enfant par le père et la mère ou l'un d'eux est adressée ... (la suite comme au projet)".

.../...

Selon les déclarations du fonctionnaire délégué, l'intention est de ne pas déroger, à l'alinéa 1er, aux règles de la représentation, dans les cas où le créancier d'aliments est un mineur.

Article 3 (devenant l'article 2).

L'article 3 ne comporte que deux alinéas. Conformément à l'usage, il n'y a pas lieu de le diviser en paragraphes.

Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, du texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "het bevoegde centrum", comme dans la première phrase de l'article 2.

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il y a lieu d'ajouter, à la fin de la première phrase, les mots : "... (en cours) de la pension".

Article 4 (devenant l'article 3).

A l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 4°, il y a lieu d'écrire :

"4° l'autorisation donnée par le demandeur ... (la suite comme au projet)".

L'article 4, § 1er, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Les renseignements et inventaires visés à l'alinéa 1er, 1°, 2° et 3°, sont certifiés sincères et complets, datés et signés par le demandeur; ... (la suite comme au projet)".

A l'article 4, § 2, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire : "... qui oblige au paiement d'une pension alimentaire le père et la mère du créancier d'aliments ou l'un d'eux".

A l'article 4, § 2, alinéa 2, il n'y a lieu d'exiger la transcription du jugement qu'en matière de divorce et de séparation de corps par consentement mutuel (voyez article 68bis, § 2, 2°, de la loi du 8 juillet 1976).

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte doit, dès lors, être adapté en conséquence.

La rédaction suivante est proposée :

"Dans le cas de divorce ou de séparation de corps par consentement mutuel, le demandeur est tenu de fournir la preuve de la transcription de la décision de justice admettant le divorce ou la séparation de corps et d'y joindre une copie de la convention signée entre les époux".

Le début de l'article 4, § 3, serait mieux rédigé en néerlandais comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5 (devenant l'article 4).

La fin de l'article 5 doit être rédigée comme suit : "... de l'article 68bis, § 5, alinéa 1er, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale".

.../...

Article 6 (devenant l'article 5).

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "... de la loi du 8 juillet 1976, la révision ...".

La même observation vaut pour les articles 9, § 3, alinéa 2; 13, alinéa 1er et alinéa 2, 3°; article 15, alinéa 1er.

Article 7 (devenant l'article 6).

L'article 7 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 6. En cours d'instruction, le centre est tenu d'entendre le demandeur si celui-ci le désire. Le demandeur peut se faire assister par un avocat. Le demandeur doit être informé de son droit d'obtenir communication de son dossier et de la faculté qu'il a d'être entendu préalablement à toute décision".

Article 10 (devenant l'article 9).

Si la disposition en projet a une base juridique, celle-ci ne peut se trouver que dans l'article 68bis, § 2, 1°, de la loi. Mais il est excessif d'exiger, sur la base de ce seul texte, une information préalable au départ, avec mention d'une justification du séjour à l'étranger.

Au demeurant, certains séjours pourraient être prolongés pendant plus d'un mois à la suite d'une décision prise après le départ de Belgique.

.../...

Le texte de l'article 10 en projet pourrait être rédigé comme suit :

"Art. 9. Le créancier d'aliments qui cesse d'avoir sa résidence en Belgique, doit le signaler au centre compétent".

Article 15 (devenant l'article 14).

A la fin de la première phrase de l'alinéa 1er, il faut, dans le texte néerlandais, écrire "... indien het gebruik heeft gemaakt ..." au lieu de "... indien hij gebruik heeft gemaakt ...".

La fin de l'alinéa 1er de l'article 15 doit être complétée par les mots : " ... attributions et signé par la personne ou les personnes qui sont désignées dans la loi du 8 juillet 1976".

Article 18 (devenant l'article 17).

Mieux vaut écrire :

"Art. 17. Les articles 68bis, 68ter et 68quater de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, y insérés par la loi du 8 mai 1989 et le présent arrêté, entrent en vigueur le 1er septembre 1989".

.../...

Article 19 (devenant l'article 18).

Conformément à une observation faite ci-dessus, il conviendrait de viser, outre le Premier Ministre et le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale, le Ministre des Finances.

De Raad van State moet binnen de korte termijn die hem is toegemeten, zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING.

Aangezien uit de uitleg die de gemachtigde ambtenaar verschaft heeft blijkt dat andere ontwerpen van uitvoeringsbesluiten genomen moeten worden vóór 1 september a.s., met name een besluit aangaande de tegemoetkoming van de Staat in de nieuwe uitgaven van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en mede omdat het daarenboven wenselijk is dat al die besluiten worden samengevoegd, is de Raad van State, afdeling wetgeving, onder dat voorbehoud, van mening, ten aanzien van het ontworpen besluit niet te moeten komen aandragen met de noodzaak dat de Minister van Begroting zijn goedkeuring heeft verleend. De goedkeuring van de Minister van Begroting zal namelijk betrekking hebben op het geheel van voorzieningen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Aangezien het ontwerp slechts toepasselijk is op de onderhoudsgelden verschuldigd aan kinderen, bestaat er reden toe om de reikwijdte van het opschrift te beperken.

.../...

Het zou bijgevolg beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

"Koninklijk besluit betreffende de voorschotten op aan kinderen verschuldigde onderhoudsgelden en betreffende de invordering van die onderhoudsgelden".

Aanhef.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op de artikelen 68bis en 68ter, ingevoegd bij de wet van 8 mei 1989;"

Daarenboven zou na het eerste lid een lid moeten worden ingevoegd dat als volgt zou luiden :

"Gelet op de wet van 8 mei 1989 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wat het verlenen van voorschotten op en het invorderen van onderhoudsgelden betreft, inzonderheid op artikel 5;"

Voordrachtformulier.

De artikelen 4, § 3, en 15 van het ontworpen besluit refereren met name aan de controleur der belastingen en aan de Administratie van de Belasting over de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen.

Hieruit volgt dat het ontwerp door de Minister van Financiën dient te worden voorgedragen en medeondertekend.

Het voordrachtformulier behoort aldus te worden geredigeerd :

"Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Financiën en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1, 2°.

De Koning is niet gemachtigd om het begrip "verblijfplaats", zoals dat gehanteerd wordt in artikel 68bis, § 2, 1°, van de voormelde wet van 8 mei 1989, te vernauwen of te verruimen.

Bijgevolg moet artikel 1, 2°, volgens hetwelk onder "verblijfplaats in België" het daadwerkelijk verblijf van de betrokkene in België moet worden verstaan, vervallen.

Die weglating is daarenboven van die aard dat de interpretatiemoeilijkheid die zou kunnen voortkomen uit het samenlezen van de ontworpen bepaling met die van artikel 10 van het ontwerp, waar ook sprake is van "verblijf" in het buitenland, uit de weg wordt geruimd.

.../...

Artikel 1, 3°.

Het gaat niet aan dat een definitie wordt overgenomen van artikel 68bis, § 2, 2°, van de organieke wet van 8 juli 1976, zoals die is gewijzigd bij de wet van 8 mei 1989.

Die handelwijze zou de indruk kunnen wekken dat de Koning bevoegd zou zijn om die definitie te wijzigen en dus de werkingssfeer van de wet uit te breiden of te beperken.

Bijgevolg moet de bepaling onder 3° vervallen.

Daaruit volgt dat artikel 1, dat enkel nog de "wet" aangeeft die de rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit, als overbodig dient te vervallen.

Dientengevolge krijgt hoofdstuk I als opschrift : "De aanvraag om voorschotten op termijnen van het onderhoudsgeld".

Hoofdstuk III, dat hoofdstuk II wordt, zal dan heten : "Het onderzoek van de aanvraag om voorschotten".

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

Het zou beter zijn artikel 2 als volgt te stellen :

"Art. 1. De aanvraag om voorschotten op termijnen van het onderhoudsgeld dat aan een kind door diens vader en moeder of door een van beide verschuldigd is, wordt mondeling of schriftelijk door de onderhoudsgerechtigde aan het bevoegde centrum gericht. ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Volgens de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar is het de bedoeling in het eerste lid niet af te wijken van de regels inzake de vertegenwoordiging in het geval de onderhoudsgerechtigde een minderjarige is.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Artikel 3 bestaat slechts uit twee leden. Overeenkomstig hetgeen gebruikelijk is, is er geen reden om het in paragrafen in te delen.

Aan het slot van paragraaf 1, dat het eerste lid wordt, schrijve men eveneens, zoals in de eerste volzin van artikel 2, "het bevoegde centrum".

In paragraaf 2, dat het tweede lid wordt, behoort aan het slot van de eerste volzin te worden toegevoegd : "... (voor de lopende termijn) van het onderhoudsgeld".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

In artikel 4, § 1, eerste lid, 4°, schrijve men :
"4° de door de aanvrager aan het centrum gegeven machtiging ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Het zou beter zijn artikel 4, § 1, tweede lid, als volgt te redigeren :

"De inlichtingen en inventarissen bedoeld in het eerste lid, 1°, 2° en 3°, moeten door de aanvrager oprecht en volledig verklaard worden, gedateerd en ondertekend worden; ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 4, § 2, eerste lid, zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"§ 2. De aanvrager moet een afschrift van de voorlopige of definitieve, in België uitvoerbare beslissing overleggen die verplicht tot het betalen van onderhoudsgeld zijdens de vader en de moeder van de onderhoudsgerechtigde of zijdens één van hen".

In artikel 4, § 2, tweede lid, behoort de overschrijving van de beslissing slechts te worden vereist voor echtscheiding en scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming (zie artikel 68bis, § 2, 2°, van de organieke wet van 8 juli 1976).

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de tekst dienovereenkomstig moet worden aangepast.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"In geval van echtscheiding of scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming, is de aanvrager ertoe gehouden het bewijs te leveren van de overschrijving van de rechterlijke beslissing waarbij de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed wordt toegestaan, en er een afschrift bij te voegen van de door de echtgenoten getekende overeenkomst".

Men redigere het begin van de tekst van artikel 4, § 3, als volgt : "Indien het centrum dit nodig acht, verzoekt het de controleur der belastingen of de ontvanger der registratie en domeinen zijn diensten de inlichtingen

te bezorgen ... (voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande dat geschreven moet worden : "de kantoren in het ambtsgebied waarvan", in plaats van "de kantoren in wier ambtsgebied")".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Artikel 5 moet als volgt worden gesteld :

"Voor de toepassing van artikel 68bis, § 5, eerste lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn gelden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

In het tweede lid schrijve men : "... de wet van 8 juli 1976, de herziening ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9, § 3, tweede lid; artikel 13, eerste lid en tweede lid, 3°, en artikel 15, eerste lid.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Het zou beter zijn artikel 7 als volgt te stellen :

"Art. 6. Het centrum is er tijdens het onderzoek toe gehouden de aanvrager te horen indien deze het wenst. De aanvrager mag zich laten bijstaan door een advocaat. De

aanvrager moet worden ingelicht over zijn recht om inzage te krijgen van zijn dossier en om vóór enige beslissing te worden gehoord".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Indien de ontworpen bepaling een rechtsgrond heeft kan deze alleen geboden worden door artikel 68bis, § 2, 1°, van de wet. Het is evenwel overdreven op grond van deze tekst alleen te eisen dat vóór het vertrek een bericht wordt gegeven met vermelding van de reden van het verblijf in het buitenland.

Sommige verblijven zouden trouwens tot meer dan één maand kunnen worden verlengd naar aanleiding van een beslissing die na het vertrek uit België wordt genomen.

De tekst van het ontworpen artikel 10 zou als volgt kunnen worden gesteld :

"Art. 9. De onderhoudsgerechtigde die geen verblijfplaats meer heeft in België, moet dit aan het bevoegde centrum mededelen".

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

In de eerste volzin van het eerste lid schrijven men : "... indien het gebruik heeft gemaakt ..." in plaats van "... indien hij gebruik heeft gemaakt ...".

Het slot van het eerste lid van artikel 15 moet aangevuld worden met de woorden : "... behoort en ondertekend door de persoon of personen die in de wet van 8 juli 1976 worden aangewezen".

Artikel 18 (dat artikel 17 wordt).

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 17. De artikelen 68bis, 68ter en 68quater van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, ingevoegd bij de wet van 8 mei 1989 en dit besluit, treden in werking op 1 september 1989".

Artikel 19 (dat artikel 18 wordt).

Overeenkomstig een hierboven gemaakte opmerking, zou behalve de Eerste Minister en de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie ook de Minister van Financiën moeten worden vermeld.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

P. FINCOEUR,
C.-L. CLOSSET,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.